

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50; Six mois 3 fr.; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

L'AFFAIRE DREYFUS

ET LA JUSTICE MILITAIRE

L'affaire Dreyfus, ainsi que le Panama, étale les horreurs et les infamies de l'ordre capitaliste; mais mieux que le Panama, elle arme les socialistes de scandales militaires, judiciaires et parlementaires pour compléter l'éducation révolutionnaire du prolétariat et pour préparer les esprits à l'abolition de la dictature économique et politique de la classe capitaliste.

Les Lesseps et les Cottu, qui n'avaient pas besoin d'être circoncis, comme Drumont, pour écorcher les gogos, ne détruiraient que des bourgeois, grands et petits, les capitalistes industriels ayant pris la précaution de ne rien laisser dans les poches ouvrières à rafler par la flibuste financière.

Mais les armées modernes, qui ne sont pas des corps de professionnels, ainsi que le réclament les Gallifet de France et d'Allemagne, enrégimentant la masse virile et valide de la nation, obligent la nation toute entière à s'intéresser à ce qui se passe dans les casernes et les Etats-majors : les hommes de vingt-et-un à quarante ans parce qu'ils sont enrôlés de force, les vieillards et les femmes parce que les soldats sont leurs fils, fiancés ou maris. Aussi, si le lendemain de la condamnation de Dreyfus, sa culpabilité, ne faisant doute pour personne, soulevait la colère de tous et si beaucoup de citoyens s'indignaient avec Jaurès de ce que la justice militaire eût deux poids et deux mesures, des balles pour les simples soldats levant la main sur leurs supérieurs et la déportation pour un officier trahissant les secrets de la défense et une douce prison dans une délicieuse île méditerranéenne pour le maréchal qui, en livrant Metz, la pucelle, et les armées de la République, avait plus que Moltke et Bismarck, contribué à la défaite de la France.

Mais l'opinion publique, hésitante encore lors du procès Zola, et terrorisée par les bruyantes manifestations des monarchiens de l'antisémitisme et du nationalisme, par l'impudence et les brutalités de la soldatesque lachée dans le Palais de Justice et par la prédiction de la boucherie si les actes de l'Etat-major étaient discutés, est aujourd'hui complètement retournée. M. Cavaignac — on n'est trahi que par les siens — l'espoir suprême de la réaction et des traîneurs de sabre, a délivré le public de son affreux cauchemar et l'a débarrassé de sa peur déraisonnable: à l'heure présente, les plus froussards réclament la lumière sur les agissements de l'Etat-major et des justiciers militaires.

M. Ravary, sans s'en douter, a prononcé la parole topique du procès Dreyfus, quand il a dit : *la justice militaire n'est pas la justice civile.*

La Culotte-de-peau a raison, n'en déplaise aux libres penseurs et aux spiritualistes de la bourgeoisie. Il n'existe pas de Justice absolue, éternelle et universelle, immanente ou flottante dans l'éther; il n'existe que des justices précaires et variables selon les temps et les lieux. Toute classe a sa justice spéciale, qui devient sociale ou générale lorsqu'elle arrive au pouvoir, et toute catégorie de citoyens a sa justice particulière, parfois et même souvent en ouverte contradiction avec la Justice sociale courante.

La Justice et la Morale sociales sont toujours les servantes à tout faire de la classe dominante. C'est au nom de la Justice et de la Morale sociales, que l'Eglise de l'ancien régime lançait ses anathèmes contre le prêt à intérêt, car alors la classe régnante, les nobles maniaient l'épée et non l'argent; tandis que la Justice et la Morale

de la société, basée sur le Capital, proclament que rien n'est plus honorable que de vivre sans travailler et en prêtant de l'argent; dans la société future, basée sur le travail, le rentier sera frappé d'infamie et classé parmi les voleurs.

A côté de la Justice et de la Morale sociales, vivotent autant de justices et de morales particulières qu'il existe de catégories d'individus. Le clubman qui, dans les vingt-quatre heures, ne paie pas une dette d'honneur, c'est-à-dire de jeu, est déshonoré, tandis que, sans déchoir dans l'estime de ses compagnons de plaisir, il fait attendre des mois et des années les factures des fournisseurs qui le meublent, l'habillent et le nourrissent. Le Boursier qui, par des fausses nouvelles, fait hausser ou baisser les valeurs sur lesquelles il opère, n'est pas disqualifié par ses pairs qui l'exécutent impitoyablement s'il ne peut à la liquidation solder ses différences. Les militaires ont pareillement leur justice et morale particulières. Esterhazy et Henry qui, pour les pékins, imbus de la morale sociale, sont des escrocs et des faussaires, incarnent pour l'Etat-Major l'honneur de l'armée; ils sont des martyrs et des héros, qui ont jusqu'au bout obéi aux commandements de la morale militaire.

La justice civile, qui conserve l'antique loi du talion, sang pour sang, vie pour vie, n'accorde la mort que pour venger le meurtre; la justice militaire, plus féroce que la loi barbare, prodigue la mort pour des peccadilles, pour un coup de poing, pour un geste.

Si, dans l'armée, comme à la Bourse et au Jockey-Club, on entrait et sortait de sa propre volonté, ainsi que le faisaient autrefois les volontaires des corps suisses, des lansquenets et des reîtres, faisant marchandise de leurs services militaires et les vendant au plus offrant, la Justice et la Morale militaire n'intéresseraient que ceux qui se seraient librement enrôlés sous les drapeaux et personne ne les plaindrait des rigueurs de la discipline qu'ils auraient acceptée.

A ce point de vue, la condamnation de Dreyfus, juste ou injuste, légale ou illégale, selon la loi civile, ne devrait concerner que des officiers, comme lui, leurs parents et des bourgeois susceptibles de devenir capitaines et généraux: en effet, Dreyfus avait choisi la carrière d'officier et il pouvait démissionner à son heure, de plus, il était au courant des malpropres de l'Etat-Major, — car il est inadmissible que Esterhazy et Henry soient des exceptions et que les faux aient germé dans une nuit comme les champignons après une pluie d'automne. Aussi, les premiers à protester contre sa condamnation sont ses parents, des sénateurs, des anciens ministres, des savants, des littérateurs, un colonel de l'Etat-Major, tandis que la classe ouvrière reste d'abord indifférente; car elle ne fournit que les soldats à qui la servitude militaire est imposée.

Les soldats, quoi qu'en chantent les dythirambes patriotiques, n'endossent que par force la livrée militaire et n'aspirent qu'à la déposer; ils sont contre leur volonté soumis à la féroce justice militaire, faite non par eux, mais contre eux, pour les assouplir à l'obéissance passive. Les libres penseurs de la bourgeoisie ont débâté à perte de raison contre la société de Jésus, qui brisait la personnalité de ses membres au point de les faire obéir au général de l'ordre « comme un bâton dans la main du voyageur ». Mais qu'est donc la discipline des jésuites comparée à la discipline de l'armée?

Il est remarquable que les Juifs qui, par leur génie financier, sont les leaders de la société capitaliste, sont aussi ceux qui

la bouleversent avec leurs affaires personnelles.

Il a fallu la condamnation d'un juif pour mettre en mouvement des membres de la bourgeoisie habitués à voir commettre sans sourciller des iniquités contre des centaines et des milliers de simples soldats, il a fallu leur ardente campagne pour dévoiler et agiter dans le pays les horreurs de la justice militaire frappant un des leurs, et pour réveiller la conscience populaire.

Ils ne se sont pas bornés au cas de Dreyfus, ils ont fouillé le passé, et en ont rapporté d'autres condamnations. Le Temps, l'organe capitaliste par excellence, a ressuscité l'affaire de l'officier Fabus, qui il y a plus d'un demi-siècle fut condamné aux travaux forcés, dégradé et ferré, malgré son pourvoi en cassation qui rendait suspensif sa condamnation; et après une agitation analogue à celle de Dreyfus, il fut renvoyé devant un nouveau conseil de guerre qui l'acquitta et le réintégra dans son grade.

Le Temps et les bourgeois qui se sont croisés pour Dreyfus, n'ont cité que des condamnations d'officiers, la liste de celles de simples soldats serait plus lugubre et plus longue que le martyrologe des Saints de l'Eglise Catholique.

Ces condamnations d'officiers remontant à des dizaines d'années, indiquent bien que la Justice militaire est traditionnelle et ne peut changer: les bourgeois qui aujourd'hui sont appelés à être soldats contre leur gré, sont épouvantés de cette justice barbare qui ne progresse pas. Et si l'on traite ainsi des officiers supérieurs, quelle justice appliquent les Conseils de guerre aux simples soldats, se demandent les prolétaires? Biribi, les travaux forcés, la mort! répond le Code militaire.

On revisera le procès Dreyfus, comme on a révisé le procès Fabus, mais la Justice militaire restera intangible et continuera à torturer et à immoler des simples soldats. La Justice militaire est la grande coupable, c'est elle qu'il faut réviser, qu'il faut supprimer, ainsi que le demandent le Congrès de Montluçon et les réunions populaires.

Zola, de Pressensé, Clemenceau, Grimaux, Duclaux, Meyer, tous les lettrés et tous les savants qui, si courageusement, se sont jetés dans la mêlée pour défendre un des leurs, un fils de la Bourgeoisie, se rendront responsables du sang ouvrier que continueront à faire verser les conseils de guerre, s'ils ne se joignent aux socialistes pour libérer l'humanité de la Justice militaire et compléter l'œuvre de la révolution bourgeoise de 1789, qui a supprimé les juridictions spéciales, en faisant rentrer l'armée dans le droit commun.

PAUL LAFARGUE.

Notre ami et collaborateur, Jules Guesde, est parti pour Stuttgart, délégué par le Conseil National pour représenter le Parti Ouvrier Français au Congrès de la démocratie socialiste allemande.

AU SECOURS

Pour les Réfugiés socialistes d'Espagne et d'Italie

J. M.	5 fr.
Groupe collectiviste du 3 ^e arrondissement.	2 »
S. N.	50 »
Liste précédente:	57 »
Total . . .	64 fr. 50

Le Conseil National rappelle à tous les Groupes et Syndicats adhérents la décision du Congrès de Romilly (1895), qui leur fait une obligation de s'abonner à l'Organe Central du Parti.

LA FEMME

et son Droit au Travail

Parmi les résolutions adoptées à l'unanimité par le Congrès syndical de Rennes, il en est une, celle de la Commission du travail des femmes dans l'industrie, qu'il est impossible de laisser passer sans protestation au nom même de la France ouvrière.

Sans demander positivement que la femme soit exclue des usines, fabriques et ateliers de toutes sortes, que le champ du travail économique lui soit interdit — ce qui, dans les conditions présentes, équivaldrait à la mort industrielle — le Congrès entend le limiter à la femme, « fille ou veuve, obligée par conséquent de subvenir à ses besoins » et il ajoute :

« Dans tous les milieux, nous devons nous efforcer de propager cette idée que l'homme doit nourrir la femme. »

On ne tenait pas un autre langage en 1876, au premier Congrès ouvrier de la Salle d'Arras, où, après avoir déclaré que « l'homme étant le plus fort et le plus robuste doit gagner de quoi pourvoir aux frais du ménage », les délégués étaient unanimes à qualifier de « regrettable » le travail des femmes et à répéter, après M. Prud'homme, que « la véritable place de la femme est au foyer. »

Mais autant alors, au début du mouvement, lorsqu'étaient encore à découvrir, par notre prolétariat embourgeoisé, les causes profondes de la misère et les moyens de la faire disparaître, une pareille erreur était explicable, je ne dis même pas excusable, autant aujourd'hui, après vingt-deux années de socialisme coulant à plein bord, a-t-on lieu d'être stupéfait d'une récidive qui ne saurait être évidemment qu'accidentelle.

Non, quelque supériorité de force que l'on suppose à l'homme, et quelque rémunérateur que puisse devenir son travail, il n'est pas possible de condamner la femme à se faire entretenir par lui. Moins que personne, les ouvriers à qui leur émancipation civile et politique a permis de mesurer le mensonge de toute émancipation non économique, peuvent vouloir éterniser la subordination économique d'un sexe à l'autre. Ce serait vouloir faire de la femme le *prolétaire* de l'homme, sans compter que toute dignité se trouverait du même coup enlevée à des rapports sexuels sans liberté.

La raison du joug qui pèse sur la classe laborieuse et qu'elle cherche de plus en plus à secouer, est toute entière dans ce fait que les moyens de production — et par suite les produits — se trouvent concentrés dans les mains d'une partie de la société qui dispose ainsi de la vie de l'autre partie. En conséquence de cette monopolisation des biens économiques ou des richesses, il faut à la majorité non possédante passer par tous les caprices de la minorité propriétaire, sans laquelle et contre laquelle aucune existence n'est possible.

Or, étant admis que l'homme seul doit produire, étant donné que ce soit lui qui subviennent aux besoins de la femme, à son entretien, qui ne voit que cette dernière se trouvera vis-à-vis de lui dans la même situation inférieure, dans la même dépendance que le travailleur actuel vis-à-vis du capitaliste?

Elle n'existera plus que conditionnellement, dans la mesure qui plaira à l'homme — ou ce qui ne vaut pas mieux, dans la mesure où elle lui plaira.

« Courtisane ou ménagère ! » rien de moins conforme à la vérité que ce fameux dilemme du *sophisme fait homme*, P. J. Proudhon. Si la femme est forcément ménagère, ne peut subsister en dehors du ménage, elle sera nécessairement courtisane, ce qui constitue la prostitution — disons le mot — étant la subordination des rapports sexuels à des considérations étrangères, à des fins économiques.

Le travailleur ne saurait donc, sans se rendre coupable à l'égard d'une moitié de l'humanité du déni de justice qu'il reproche avec raison à la bourgeoisie, limiter en quoi que ce soit le

droit qui appartient à la femme, comme à tout être humain, de vivre en travaillant sans rien devoir à personne.

Non, la place de la femme n'est pas plus au foyer qu'ailleurs. Comme celle de l'homme elle est partout, partout où son activité peut et veut l'employer. Pourquoi, à quel titre l'enfermer, la parquer dans son sexe, transformé — qu'on le veuille ou non — en profession, pour ne pas dire en métier. L'homme aussi, lui, a des fonctions qui répondent à son sexe; il est mari et père, ce qui ne l'empêche pas d'être médecin, artiste, ouvrier de la main ou du cerveau. Pourquoi, à quel titre — si épouse et mère qu'on la veuille — pour ne pas parler de celles qui ne sont ni l'un ni l'autre — la femme ne pourrait-elle pas, elle aussi, se manifester, socialement sous la forme qui lui convient?

Le mal n'est pas dans le travail, même industriel de la femme, mais dans le prélèvement, dans la *dime* capitaliste dont le travail féminin comme et plus que le travail masculin, est aujourd'hui l'objet. Il est encore dans les entraves mises par les mœurs autant que par les lois à l'action sociale de la femme.

Assurer à la femme comme à l'homme le développement intégral et la libre application de ses facultés. Assurer d'autre part aux travailleurs sans distinction de sexe, le produit intégral de leur travail. Là est toute la solution — et elle n'est que là.

J. G.

LA SEMAINE

La grève des terrassiers est devenue — en partie au moins — la grève du bâtiment, à la suite de la cessation de travail décidée par les chambres syndicales des maçons, des serruriers, des peintres, etc.

Devant ce grand acte de solidarité, les entrepreneurs ont dû se départir de leur intransigeance des premiers jours. Après s'être refusé à tout arbitrage, ce sont eux qui maintenant mendient l'intervention du juge de paix, en même temps qu'ils s'abouchaient avec le Conseil municipal qui pourrait bien de leur consentement, reprendre les travaux de terrassement et les faire exécuter en régie par les ouvriers payés ce qu'ils réclament — c'est-à-dire 60 centimes l'heure.

Ce qui paraît certain, c'est qu'après la crise déchaînée à la veille de l'Exposition par la rapacité des adjudicataires, il sera bien difficile à la Chambre de s'opposer plus longtemps à l'introduction dans le cahier des charges du *minimum de salaires* qui fonctionne depuis longtemps en Angleterre et en Belgique.

Le mot de Nebenius complété par Paul Leroy-Beaulieu : « La guerre est le temps de sémence — et de moissons des capitalistes », se vérifie une fois de plus aux États-Unis, où s'étalent à la quatrième page des journaux et sur les murailles des prospectus du genre suivant :

La Compagnie américaine des Indes, qui vient de se constituer au capital de 90 millions, a mis la main sur les propriétés de plus de valeur de Cuba et de Porto-Rico. Des bureaux vont être très prochainement ouverts à New-York. Le travail en vue de faire obtenir à la compagnie, avant même sa constitution, les propriétés de plus de rapport de la grande île se poursuit depuis sept mois. Pendant cette période, les meilleures terres, l'éclairage électrique, les eaux, les concessions de chemins de fer, etc., ont été assurés à la Compagnie, etc., etc.

Pendant ce temps, on pouvait voir à New-

York même, couchés sous les tentes des camps ou promenés dans des voitures, à travers les rues, les « vainqueurs » de Cuba et de Porto-Rico, pâles, hâves, amaigris et débiles, ouvrant sur le peuple qui les acclamait de grands yeux étonnés, incapables de supporter aucune émotion et fondant en larmes devant les moindres marques de sympathie. Ils ressemblaient — c'est le *Temp* qui parle — à des spectres revenus des portes de la mort.

Le 71^e régiment d'infanterie de New-York était parti avec un effectif de 1.043 hommes. Savez-vous combien d'hommes ont défilé l'autre semaine dans Broadway au milieu de la foule en délire qui les escortait à leurs casernes ? 331 en tout et pour tout, parmi lesquels un bon nombre, ne pouvant marcher, avaient été chargés sur les cars !

Où donc étaient les autres ? 14 avaient été tués, 34 étaient blessés et tout le reste, faites la différence, était dispersé dans les hôpitaux, était mort en route ou avait été repris d'urgence par les familles. La voilà, la guerre !

Oui, la voilà la guerre pour le profit, la guerre pour le vol. Ce sont les prolétaires déguisés en soldats qui ont semé — leur santé, leurs membres, leur vie dans la brousse enfiévrée et ensanglantée de Porto-Rico et de Cuba. Et ce sont les fainéants de la finance qui vont récolter millions et milliards !

C'est à Venise, paraît-il, que va se réunir, — et dès ce mois — la Conférence internationale provoquée par la monarchie italienne contre l'anarchisme — lisez le socialisme — et à laquelle n'a pas manqué d'adhérer le gouvernement de la République française.

A en croire les *Débats*, les États même qui — comme l'Angleterre et la Suisse — avaient mis leur honneur à restreindre l'extradition le plus possible, seraient disposés à « ne plus paralyser par des subtilités et des chicanes » l'action des différentes polices nationales, destinées à n'en plus faire qu'une.

Ce sera l'Europe toute entière annexée au tsarisme russe, la Troisième-Section ne pouvant manquer de prendre la tête de cette nouvelle *internationale-policrière*.

L'ancienne Ligue des Patriotes, dissoute sous Constans et reconstituée — contre la loi — sous Brisson, a recommencé à travailler sur la voie publique, sous le couvert et avec l'appui des brigades centrales.

Elle a fait merveille dimanche, place Wagram, où a coulé le sang français, déjà versé par le Déroulade en 1871.

Ces patriotes-là ne comprennent la revanche — et ne la prennent — que sur leurs compatriotes.

Mais ils auraient tort de triompher trop bruyamment. J'ai comme une vague idée que leur victoire du 2 octobre sera la dernière. Le temps au Paris socialiste de se ressaisir, et la rue définitivement nettoyée, sera rendue aux bons citoyens.

CONFUSION

Il semble que des sourds — les pires sourds — ne veuillent pas entendre le langage pourtant bien clair de la résolution passée à Montluçon, concernant l'affaire Dreyfus. S'il y a confusion à ce sujet quelque part, ce n'est certainement pas dans l'esprit de ceux qui l'ont rédigée; elle représente cette résolution, la logique d'un parti de classe qui ne veut pas cesser de l'être, ni se laisser entraîner par les

dernières convulsions d'un monde qui se meurt et qu'il ne ferait que galvaniser par son intervention.

« Il y a lieu », dit la résolution, « pour le Parti de faire toute l'agitation nécessaire autour des derniers scandales militaires judiciaires et gouvernementaux, à l'effet de compléter l'éducation socialiste et révolutionnaire du prolétariat. » C'est la déclaration du Conseil National publiée dans le premier numéro du *Socialiste*, reproduite et dans son esprit et dans ses termes mêmes.

On viendra dire après cela : « Pour nous, nous n'avons jamais cru qu'il fût possible au socialisme de s'abstraire de cette mêlée, sous prétexte qu'elle est confuse ». Sans doute, au socialisme tel que le concevait naguère M. Clemenceau, à celui qui doit panser les blessures que la Bourgeoisie se fait à elle-même. On concevrait donc volontiers dans le monde intellectuel le parti socialiste « uni », pour cette circonstance, disant : « A demain, les affaires sérieuses ! » Nous allons nous amuser à dévoiler tous les pots aux roses de la bourgeoisie, puis nous aiderons les radicaux ou *tutti quanti* à refaire une armée modèle, une magistrature parfaite, un gouvernement idéal !

Car c'est là le sens de cette agitation commencée par quelques-uns : rendre à la République sa pureté. Les articles des journaux radicaux à ce sujet sont significatifs. Voici d'abord M. Ranc, qui débute par une énormité : « La situation », écrit-il dans le *Radical*, « ne prête plus à l'équivoque. Elle est aussi claire qu'au temps du boulangisme. » Merci du peu, pourrait-on dire ; nous préfererions plus de lumière. Si le choix est aussi facile à faire qu'entre les Comités des deux rues célèbres, nous voilà bien embarrassés ! Si c'est là de la clarté, nous préfererions un peu plus de ténèbres.

« Nous avons dit au président du Conseil » : clame le *Rappel*, que s'il prenait — il l'a prise — la résolution de marcher énergiquement pour le Droit, pour la Vérité, il aurait derrière lui la France républicaine, la France des Droits de l'Homme toute entière, comme une armée ! Ce sera évidemment un beau spectacle, et les socialistes pourraient certes se déranger un peu pour voir passer cette France dont ils ont quelquefois entendu parler mais qu'ils n'ont jamais vue, il est bien probable pourtant que ce qu'ils ont pu voir salle Wagram, dimanche (à dix heures ! la Loie Fuller !), ce n'était pas la France des Droits de l'Homme, mais l'association qui porte ce nom.

Et ainsi de suite, et l'on viendra dire après que le « Parti socialiste doit forger ses armes (nouvel Achille) dans la flamme des événements ! » Mais il y a là une petite erreur, c'est que le Parti socialiste, le Parti Ouvrier du moins, possède déjà des armes et qu'il n'a pas besoin d'en forger d'autres. Quant à nous, nous les trouvons très bonnes, et nous n'avons pas envie d'en changer.

« Il faut dévoiler les erreurs et tout ce qu'on voudra de l'Etat-Major », dit-on, mais ce serait singulièrement revenir en arrière et modifier notre tactique, car

l'Etat-Major est une production naturelle de l'armée, de même que celle-ci est la résultante de notre état actuel. Singuliers tacticiens que ceux qui se mettent seulement aujourd'hui à couper les branches une à une sans se préoccuper de l'arbre. Mais cette branche coupée, une autre repoussera. Notre résolution parle seulement de « faire l'agitation nécessaire autour des derniers scandales militaires ».

Mais c'est simplement répéter la tactique observée par le Parti Ouvrier depuis 1879. Dans la proposition de Lafargue à propos de la question de désarmement, le Parti Ouvrier montre le seul remède possible : « la réduction simultanée et graduelle du temps de service actif dans les armées européennes, en attendant la complète disparition des armées permanentes ».

Et c'est là l'erreur fondamentale de ceux qui se sont lancés dans cette lutte confuse, les meilleurs fils du monde, d'ailleurs, et pleins de bonnes intentions ! C'est qu'ils croient que la révision une fois faite, la question du désarmement aura avancé d'un demi-centimètre. Qui parle, parmi leurs alliés momentanés, d'une pareille atteinte portée à l'armée, à notre chère armée ?

Ecoutez encore le *Radical* : « Quand il serait prouvé que certains officiers ont eu des faiblesses, se sont rendus coupables de fautes, ont commis des crimes, l'armée n'en resterait pas moins respectable et respectée. »

C'est très bien, il ne s'agissait que de s'entendre. On coupera peut-être une branche pourrie, mais l'arbre restera, et la République bourgeoise continuera à rendre la justice sous son ombre, comme un autre Saint-Louis. L'armée qu'il faut respecter, disent les journaux radicaux, celle à laquelle on ne doit pas même faire allusion, déclare le gouvernement, c'est l'armée permanente qui continuera à vivre, à croître et à fleurir aussi longtemps que la bourgeoisie elle-même.

Il en est de même de la justice et du gouvernement, une fois la révision faite, ils auront pris un bail de trois, six, neuf, et ceux qui ne leur avaient reproché que l'affaire Dreyfus, n'auront plus rien à dire !

La résolution du Congrès de Montluçon donne la seule conclusion pratique qu'un Parti de classe pût tirer d'un pareil scandale. Elle donne le moyen : l'agitation par la presse et par les réunions, et le but : « compléter l'éducation socialiste et révolutionnaire du prolétariat », car si l'on ne considère plus l'affaire Dreyfus comme une autre affaire Boulanger, une sorte de coupe-gorge pour le Parti Ouvrier, qui perdrait par son intervention toute sa raison d'être, toute sa logique de Parti de classe, quelle belle leçon de choses il donne au prolétariat ! Comme il serait dommage au point de vue de l'art d'interrompre ce procès... de décomposition, car il n'y a pas un seul élément évolutif ni dans les *pro*, ni dans les *contra*, qui vaille la peine d'être sauvé ni conservé.

Sans doute, nous perdons par cette attitude toutes les amitiés des intellectuels qui s'étaient fait des illusions sur

CARACTÈRE FATIDIQUE

DES

MISÈRES PROLÉTARIENNES

M. Th. Mieg, manufacturier alsacien, économiste d'occasion, philanthrope industriel, et moraliste chrétien, qui avait connu les paisibles et heureuses populations alsaciennes du commencement du siècle, qui avait étudié la prospérité inouïe de l'industrie textile du Haut-Rhin et qui en avait grassement profité, qui voyait et touchait l'horrible misère que cette prospérité inouïe engendrait, la trouvait naturelle, car « les manufactures en se développant dans des proportions inattendues, attirent à elles, de cinquante lieues à la ronde, les populations nécessitées que leur imprévoyance, leur inconduite et leurs vices avaient réduites à la misère. » (*Economiste français*, 10 mai 1863.)

L. Reybaud, qui malgré son servilisme, rapporte les faits sans penser à mal, contredit de

la façon suivante le gros manufacturier. « Les grands établissements placés soit aux débouchés, soit au cœur même de ces pays pastoraux (les Vosges et l'Alsace), ont trouvé dans ces populations dociles, laborieuses, un réservoir de bons ouvriers... Pour les salaires, les manufacturiers faisaient la loi. Disséminés de distance en distance, les grands ateliers avaient pour ainsi dire leur *rayon réservé* et à cause de leur éloignement ne pouvaient établir entre eux de concurrence sérieuse pour le prix des services. » (1).

C'était donc l'inférieure rapacité des manufacturiers qui plongeait ces populations dociles, laborieuses, dans l'abjecte misère. C'était la misère qui engendrait « l'improvoyance, l'inconduite, les vices, » qui scandalisent les pudibonds moralistes.

L'animal humain ne fait pas exception ; ses vices et ses vertus, sa santé et ses maladies, il les puise dans le milieu cosmique et économique où il évolue. On trouve la même impré-

(1) *Le coton*, 1863. — La presse économique, la presse libérale ont ceint les Mieg, les Dolfus, les Kestner, les Kœhlin et toute la clique des grands manufacturiers Alsaciens, d'une auréole de patriotisme, de républicanisme, de philanthropie, parce qu'ils ont été les exploiters de la classe ouvrière les plus féroces, les plus calculateurs, les plus jésuites. Ils forment un patriciat fermé dont les origines remontent au siècle dernier, étroitement uni par les mariages, les associations industrielles, la communauté d'intérêts et d'instincts.

voyance, la même inconduite, les mêmes vices dans les populations manufacturières de tous les pays à production capitaliste. Ces vices ne sont pas inhérents aux populations ouvrières, mais à la forme capitaliste de la production ; ces vices ne disparaîtront que lorsque la forme de la production capitaliste sera brisée ; que lorsque tous les moralistes chrétiens ou librepenseurs seront jetés à l'eau, une pierre au cou.

Puisque, selon les économistes et les politiciens, les vices des ouvriers engendrent la misère, au lieu d'être son produit immédiat, pour la guérir, les manufacturiers devaient s'adresser aux moralistes et acheter leurs onguents. Au siècle dernier, la bourgeoisie, tout en se servant du scepticisme philosophique et même de l'athéisme comme d'un moyen de lutte contre l'aristocratie, entendait, ainsi que le conseillait Voltaire, conserver une religion pour les masses dépossédées. Une fois victorieuse, elle retourna dare dare à la foi de ses pères et proclama l'excellence de toutes les religions qui prêchent la morale, le péché originel, la perversion innée des hommes, cause de toute misère, et qui renvoient l'ouvrier pour le bonheur et la vengeance à l'autre monde, au monde des taupes et des topinambours. Les libres-penseurs de la bourgeoisie n'ont pas étudié la religion au point de vue industriel, autrement beaucoup d'entre eux se remettraient à manger du Bon Dieu ou s'enrôleraient dans le Positivisme qui n'est qu'un chemin de Damas détourné.

Avec la misère des masses ouvrières, commença le pullulement des prêtres et des béguines dans les districts manufacturiers. Dans les pays protestants, en Angleterre surtout, il se forma par centaines des sociétés de dames patronesses pour visiter les pauvres et leur apporter le pain de l'âme, leur travail devant leur procurer le pain du corps, cette guenille. John Bright, le chef le plus radical du parti libéral anglais, qui s'opposa énergiquement au vote de la loi qui limitait la journée de travail à dix heures, va tous les dimanches en bon quaker qu'il est, lire la Bible avec ses misérables ouvrières. Derrière les religieux accoururent les « amis de l'humanité », les philanthropes, cette prétraille du libéralisme bourgeois.

L'Alsace fut la terre promise de la bienfaisance industrielle ; les patrons mettaient leur orgueil à fonder des sociétés de secours, des asiles pour la vieillesse, des caisses de retraite, des sociétés coopératives, des cités ouvrières, c'était un vrai déluge. Quand, après 1863, les ouvriers commencèrent à se réveiller à la vie politique, l'Alsace devint la fontaine de Lourdes de la religion libérale ; de tous les coins de la France, républicains et bonapartistes affluèrent pour contempler sur les lieux les institutions de la philanthropie industrielle et leur inefficacité à guérir la misère alsacienne.

La misère des masses prolétariennes éclatant avec la naissance de la grande production capitaliste, envahissant sans cesse de nouvelles régions du pays et de nouvelles couches

notre compte; les nationalistes antisémites de leur côté, s'aperçoivent que nous ne justifions pas la bonne opinion qu'ils avaient conçue de nous. Mais voilà, nous ne sommes pas, nous n'avons jamais été des grands sympathiques! Il serait d'ailleurs bizarre que notre Parti pût exciter les sympathies de la classe qu'il va renverser et remplacer.

BONNIER.

Le Congrès de Beaucaire

Dimanche s'est réuni, à Beaucaire, le V^e Congrès annuel de la Fédération socialiste du Gard (adhérente au Parti Ouvrier Français).

Le Congrès a tenu deux séances privées, salle du Casino : la première de huit heures à midi, sous la présidence du citoyen Boissier (de Vauvert), assisté des citoyens Martin (maire de Saint-Hippolyte-du-Fort) et Mazoyer (d'Alais); la seconde, de deux à six heures, sous la présidence du citoyen Barthélemy Comte (conseiller d'arrondissement d'Alais), assisté des citoyens Delon (de Nîmes) et Valette (conseiller municipal d'Aigues-Mortes).

Sur trente-neuf groupes qui composent à cette heure la Fédération socialiste du Gard, trente-deux étaient représentés au Congrès.

Le Conseil National du Parti Ouvrier Français avait délégué trois de ses membres, les citoyens Bénézech, Pastre et Alexandre Zévaès, députés.

Assistaient également au Congrès les citoyens Phalippon (de Montpellier), Larrieu (d'Avignon) et Sixte Quenin (d'Arles), affirmant par leur présence l'étroite solidarité des socialistes de l'Hérault, de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône avec les militants socialistes du Gard.

Au nom du bureau de la Fédération, des rapports sont présentés par les citoyens Delon, sur la situation générale de la Fédération, Mazoyer, sur la situation financière et Boisson, sur l'organe de la Fédération, le *Combat social*, dont la publication a dû être suspendue. Ces trois rapports sont approuvés par l'unanimité des délégués.

Viennent ensuite les rapports émanant des groupes locaux de chaque circonscription. Ils sont présentés par les citoyens Boisson (pour la 1^{re} circonscription de Nîmes), Valette (pour la 2^e), Mazoyer (pour la 1^{re} circonscription d'Alais), Rodier (pour la 2^e d'Alais) et Martin (pour l'arrondissement de Vigan).

Tous ces rapports démontrent l'activité des groupes du Parti, en même temps que l'importance de leur participation à la bataille électorale de mai. Si, par exemple, le radical-socialiste Doumergue a pu être élu dans la deuxième circonscription de Nîmes, il le doit exclusivement à la discipline des socialistes — si nombreux à Aigues-Mortes, Beaucaire, Saint-Laurent-d'Aigouze, Fourques, Calvisson, Vergèze, Vauvert, Aiguesvives, Aramon, etc. — qui, pour ne pas diviser les voix républicaines ne lui ont pas opposé de candidat.

A propos du rapport sur la deuxième circonscription d'Alais, où notre camarade Rouquette a été véritablement élu contre le de Ramel de la compagnie, le Congrès estime qu'il y a lieu de compléter l'organisation du Parti dans cette région. Les groupes de la Grand'Combe, de la Vernarède, etc., ont pu être détruits par les violences patronales; mais dans toutes les communes, il suffirait de quelques réunions

pour amener la formation de groupes. Appel est fait au Conseil national et aux élus du Parti pour mener à bien cette œuvre indispensable et pressante de propagande et d'organisation.

Sur la proposition du citoyen Rodier (délégué des Mages), le Congrès décide d'appuyer de toutes ses forces les propositions de loi déposées sur le bureau de la Chambre par les députés du Parti et tendant à assurer le secret, la liberté et la sincérité du vote.

Diverses mesures d'ordre intérieur sont ensuite prises par le Congrès.

Sont élus secrétaire de la Fédération le citoyen Delon, et trésorier, le citoyen Mazoyer. Le prochain Congrès de la Fédération aura lieu en 1899 à Saint-Jean-du-Gard.

Pour terminer le Congrès de Beaucaire, une superbe réunion publique et contradictoire a été tenue salle du Casino, en présence de plus d'un millier de citoyens et avec le concours de nos amis Bénézech, Pastre et A. Zévaès, dont les discours ont soulevé d'unanimes et enthousiastes acclamations.

A LA GUADELOUPE

Jamais, même du vivant de Bismarck, et sous les lois d'exception, les socialistes allemands n'ont été plus odieusement traqués que les camarades des Antilles par un gouvernement dit républicain.

Depuis le 22 mai — c'est-à-dire la clôture du scrutin qui a envoyé Légitimus à la Chambre — une véritable chasse aux socialistes a été organisée, et plus de trois cents des nôtres — y compris des femmes, des jeunes filles et des enfants — ont été traduits devant la cour correctionnelle de la Pointe-à-Pitre, sans compter tous ceux et toutes celles, en plus grand nombre encore, qui ont eu à faire aux justices de paix.

Et de tous ces prévenus, de tout sexe et de tout âge, pas un, mais pas un seul, qui n'ait récolté de deux à trois mois de prison!

Leur crime? ne riez pas : les uns ont sur la voie publique, dans des manifestations du Parti crié : Vive Légitimus! Vive la sociale! D'autres, qui n'avaient pas quitté leur lit, ont été vus en songe par des agents de la force publique dans des démonstrations qui n'ont jamais existé...

Bref, il n'est pas de prétexte qu'une administration rancunière et affolée n'invente pour punir les travailleurs de la Guadeloupe d'avoir fait triompher aux dernières élections leur classe et leur cause.

Et, administration et parquet se livrent avec d'autant plus d'entrain à ce « massacre » des socialistes que ces derniers sont sans défense aucune, le barreau de la Guadeloupe ne comptant que des adversaires qui, ou refusent d'intervenir ou mettent à des prix impossibles une intervention de pure forme.

Le fait suivant — qui est d'hier et que nous découpons dans une lettre du député de la Grande-Terre — donnera une idée de la façon scandaleuse dont la justice a été mise là-bas au service de la pire des politiques :

Il y a six mois, lorsque le citoyen Pierre Blanche abandonna le secrétariat municipal de Sainte-Rose, il fut l'objet d'une dénonciation anonyme qui donna lieu à trois enquêtes successives. Menées par la gendarmerie, par l'administration supérieure et par le parquet, elles avaient fait toutes trois éclater et l'innocence de notre ami et la mauvaise foi de ses accu-

sateurs. Et tout paraissait si bien terminé que Blanche n'avait pas hésité à m'accompagner en France en juillet dernier. Mais voici que tout à coup, à la veille des élections au Conseil général — où l'on sait qu'il va être candidat — on profite de son absence pour réveiller cette vieille, cette défunte affaire. Le but de l'administration et du parquet, en agissant de la sorte, est trop évident : étant donné que c'est dans le canton même de Sainte-Rose où de Lamentin que doit être posée la candidature de Blanche, il s'agit de jeter avec le soupçon, le discrédit sur notre camarade et d'empêcher, par suite, les élections prochaines d'aboutir, au moins sur ce point de l'île, dans le sens collectiviste.

On avait compté sans nous, sans notre brusque retour à la Pointe-à-Pitre. Pris — ou pour mieux dire surpris — dans leur odieuse machination, parquet et administration ont essayé de se tirer de honte par l'échappatoire suivant : Alors qu'en l'absence de Pierre Blanche on avait lancé contre lui un mandat de comparution, le traitant ainsi en coupable, il lui a suffi, dès le lendemain de notre arrivée, de se présenter au cabinet du juge d'instruction pour que son audition soit renvoyée à trois jours; et pendant ce temps, le mandat de comparution se métamorphosait, entre les mains du juge instructeur, en simple citation à témoin. Telle est la justice à la Guadeloupe...

Tout commentaire ne pourrait que gêner cette véritable histoire de brigands. Ajoutons seulement que de pareilles manœuvres, administratives et judiciaires, n'aboutiront qu'à la confusion de leurs auteurs.

Le Parti Ouvrier des Antilles est trop conscient et trop puissant aujourd'hui pour que les persécutions aient d'autre effet que de redoubler son ardeur et accélérer sa marche victorieuse.

On s'en apercevra au dépouillement du prochain scrutin.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Le Cercle collectiviste du 14^e arrondissement a décidé de présenter un candidat dans la prochaine élection municipale complémentaire et a fait choix du citoyen D^r Clauzel.

Caudry

La lutte engagée depuis un mois entre les ouvriers tullistes et leurs patrons continue dans le calme le plus absolu.

Plus que jamais les grévistes sont résolus à ne pas céder aux exigences patronales.

Bordeaux

Dimanche dernier, la Chambre syndicale de l'Union et du Progrès des ouvriers boulangers et biscuitiers de Bordeaux célébrait l'anniversaire de sa fondation par un punch-conférence qui a eu lieu, rue Porte-Dijeaux, au café de la Paix.

La conférence a été faite, par notre ami Raymond Lavigne, sur l'utilité de l'organisation syndicale et les conseils de prudence aux hommes. L'orateur a obtenu un véritable succès.

Vaucluse

Les réunions publiques données la semaine dernière dans l'arrondissement de Carpentras, par le citoyen Gabriel Bertrand, membre du Parti, témoignent des progrès énormes de l'idée socialiste dans toute cette région du Vaucluse.

A Montoux, Velleron, Entraigues, Sarreaux et Aulugnan, où un magnifique banquet lui a

été offert, le citoyen Gabriel Bertrand, après avoir exposé la doctrine collectiviste, a dénoncé les hontes et les crimes de l'Etat-Major devant des auditoires de sept cents à huit cents personnes qui lui ont prodigué des applaudissements enthousiastes.

A Carpentras, les bandes cléricales et antisémites, après avoir tout mis en œuvre pour empêcher que la réunion fût tenue, ont été réduites devant le succès obtenu par l'orateur.

L'impression est très vive dans le département. De toutes parts se créent de nouveaux cercles socialistes adhérents au Parti.

Sur la demande d'un grand nombre de délégués, le citoyen Gabriel Bertrand a promis de se rendre prochainement dans les arrondissements d'Orange et d'Avignon.

Limoges

Notre ami E. Teissonnière, secrétaire général de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne, adhérente au Parti, a donné dimanche, à Saint-Sylvestre, une conférence qui a obtenu un grand succès.

Dimanche 9 octobre, c'est à Azerable (Creuze), que se rendra le jeune et infatigable propagandiste.

Plancher-les-Mines

Le Comité de la grève des ouvriers sur métaux a réclamé le concours de notre camarade Zévaès, qui fera d'ici quelques jours une grande conférence au profit des grévistes.

Sauternes

Dimanche 2 octobre, le dévoué camarade Londex, de Bordeaux, faisait une conférence privée devant une soixantaine de citoyens de Sauternes, Bommès et Roaillan, réunis sans affiches ni annonces, en quelques heures.

Son exposé de la doctrine et de la politique socialiste a été très applaudi, ainsi que les quelques paroles du vénérable citoyen Lanslia. A la suite de cette réunion, un groupe important a été constitué à Sauternes, en plein pays féodal.

Deux nouveaux groupes seront créés dans le courant du mois à Bommès et à Léogates.

Les salaires, dans cette région où tout le monde travaille la terre, atteignent à peine 1 fr. 50 par jour, pour les hommes comme pour les femmes.

Dans de pareilles conditions, avec une exploitation aussi effrénée, nul doute que le Parti Ouvrier avec son programme émancipateur ne se développe rapidement.

Reims

Quoique les dernières élections générales, pour des causes toutes personnelles, n'aient pas donné ce que nous étions en droit d'espérer, le Parti dans la Marne est loin d'avoir perdu de ses forces.

A Reims seulement, nous comptons aujourd'hui trois groupes en pleine activité; et l'on se préoccupe d'ores et déjà du Congrès de la Fédération — le 5^e — qui doit se tenir en décembre, avec le concours du Conseil National et des députés du Parti.

Romilly-sur-Seine

Lundi dernier, 3 octobre, les travailleurs socialistes de Romilly ont pris officiellement possession de leur Maison du Peuple; le comité central de l'Agglomération romillonnaise avait organisé, pour la circonstance, une soirée familiale, afin de célébrer dignement l'inauguration de l'établissement socialiste.

Dès huit heures du soir, la foule des camarades — dans laquelle l'élément féminin tenait une large place — envahissait la grande salle de réunion, magnifiquement décorée de drapeaux rouges et d'inscriptions socialistes; sur des écussons flamboyants les noms des plus pures gloires du socialisme international : Jules Guesde, Karl Marx, Jaurès, Anselme, Igle-

de la société, persistant malgré le développement des forces productives et de la richesse capitaliste, malgré les changements de la forme politique et les réformes philanthropiques, est un fait indéniable.

La misère des masses prolétariennes est une des fatalités de la possession individuelle des moyens de productions devenus sociaux. Si la production capitaliste ne s'établit qu'en engendrant la misère des producteurs, la misère des producteurs devient, à son tour, la condition essentielle de la production capitaliste.

Le capitaliste le plus philanthrope, le plus républicain, saignerait à blanc ses ouvriers pour gagner une pièce de cent sous, car il ne vit et ne se meut que pour faire des profits; il est tellement absorbé dans sa poursuite aux profits, qu'il ne sait pas qu'il commet des crimes plus grands et plus iniques que ceux des Tropmann, des Bonaparte et des Bazaine. Jusqu'à un certain point, il n'est pas responsable de ses actes, ce n'est pas lui qui a fait la loi de la production capitaliste, il ne fait que s'y soumettre; et la loi de la production capitaliste est la fabrication des profits ou de la plus-value, comme l'appelle Marx.

Il n'existe qu'une manière de faire de la plus-value : c'est d'acheter la marchandise-travail de l'ouvrier, le meilleur marché possible, et de le faire travailler le plus longtemps possible; d'abaisser les salaires et de prolonger la journée de travail. Là git la cause de toutes les misères prolétariennes.

Pour que l'ouvrier consentit à condamner sa

femme et ses enfants aux bagnes industriels, parce que lui-même consentit à accepter les dix et quatorze heures de travail de l'atelier capitaliste, il fallait qu'il fût plongé dans la misère la plus abjecte et qu'il ne lui restât plus qu'une espérance au monde, celle de se vendre au jour le jour, pour une somme de 2, 3 et 5 francs.

Tant que la production aura la forme capitaliste, c'est-à-dire tant que les instruments de travail devenus sociaux resteront la propriété individuelle du capitaliste individuel ou associé, la fabrication et la plus-value capitaliste sera le seul but de la production et la misère des masses prolétariennes ira se généralisant et s'intensifiant.

La misère des masses prolétariennes ne disparaîtra que lorsque le prolétariat, s'emparant de la dictature sociale, nationalisera tous les instruments de production et incorporera, de gré ou de force, les bourgeois et leurs domestiques dans la classe productrice. — La force est l'accoucheuse des sociétés. — Les éléments matériels et intellectuels de cette révolution qui brisera la société capitaliste, sont silencieusement élaborés dans le sein même de la société capitaliste.

Une révolution sociale n'est pas un phénomène spontané se produisant parce que certains principes de justice sociale ont été découverts par tel ou tel penseur ou parce que les masses dépossédées souffrent toutes les misères. S'il ne fallait que des misères populaires, ou un idéal de justice, de liberté, d'égalité pour

amener des perturbations sociales, les révolutions seraient choses communes. Il y aurait beau jour que le communisme, cette forme idéale de toute société, qui n'a jamais cessé de flotter devant les yeux de l'humanité, que les penseurs les plus grands, les Pythagore, les Platon, les Th. Morus, les Rabelais, les Owen, les Saint-Simon, les Fourier ont évolué dans leur vaste et généreux cerveau, que les esclaves chrétiens des premiers siècles, que les Niveleurs en Angleterre, Thomas Münzer en Allemagne, les Babouvistes en France ont essayé vainement d'établir, serait devenue la forme sociale de l'espèce humaine.

Les causes des révolutions humaines sont plus profondes; elles gisent dans le milieu économique; c'est là qu'elles s'élaborent silencieusement loin des regards des révolutionnaires de la phrase, qui prennent les apparences pour la réalité, qui croient qu'en changeant l'étiquette sociale, la monarchie pour la République, le roy pour le président, on peut parvenir à supprimer la misère. C'est dans le milieu économique qu'il faut aller chercher les forces qui transforment les conditions d'existence des hommes et des sociétés humaines. Pour brasser et triturer matériellement et intellectuellement l'espèce humaine, une petite machine d'un pied cube, le charriot du tourneur, a été plus puissante que tous les penseurs mis ensemble, que toutes les philosophies et toutes les religions empilées les unes sur les autres.

Ce petit accessoire du tour rendu bientôt

automatique « remplace non seulement un outil particulier, mais encore la main de l'homme... il produit les formes géométriques voulues avec un degré d'exactitude et de vitesse qu'aucune expérience accumulée ne pourrait prêter à la main de l'ouvrier le plus habile. » — (K. Marx. *Le Capital*, p. 167). Sans cette petite machine, la grande industrie mécanique, les chemins de fer, la navigation à vapeur, n'aurait pas été possible; sans elle, la grande production capitaliste avec ses villes et ses populations manufacturières, avec ses richesses capitalistes et ses misères prolétariennes, n'existerait pas; sans elle, la révolution qui doit mettre fin à la société capitaliste ne serait ni possible, ni nécessaire. Au Moyen-Age, une combinaison chimique, la poudre à canon, fut une des causes les plus agissantes de la ruine du pouvoir féodal.

PAUL LAFARGUE.

(A suivre)

sias, Enrico Ferri, Plépanoff, Delescluze, etc. Après une allocution du citoyen Vasset, délégué du Comité central, la « Chorale du Parti Ouvrier Romillon » a donné un magnifique concert, dont chaque morceau a été salué par des applaudissements frénétiques.

A minuit, on s'est séparé, après quelques bonnes paroles du citoyen Bouhourg, et aux cris répétés de : Vive le Parti Ouvrier ! Vive la Révolution sociale !

— Lundi prochain, 10 octobre 1898, la « Chorale du Parti Ouvrier Romillon » donnera une grande soirée de gala, qui aura lieu dans la salle du théâtre. Les adhérents à l'Agglomération seront admis gratuitement, ainsi que leurs familles; le public pourra assister au concert, moyennant un droit d'entrée de 25 centimes.

Le produit de cette soirée artistique sera remis aux jeunes membres du Parti qui vont partir prochainement pour l'armée.

— Dans sa dernière séance, le Comité central de l'Agglomération Romillonne a décidé qu'il organiserait incessamment les « Conférences hebdomadaires de la Maison du Peuple »; ces causeries intimes, qui seront faites par les adhérents au « cours d'orateurs », seront certainement un vif attrait pour les travailleurs de la cité socialiste de l'Aube; elles auront lieu le dimanche, dans la soirée, et le sujet traité sera publié à l'avance, chaque semaine, dans la presse régionale.

On voit que les socialistes de Romilly ne s'endorment pas, et qu'ils entendent continuer le bon combat, si vaillamment mené jusqu'ici.

Noyarey

A la suite de la démission en bloc du conseil municipal opportuniste de Noyarey, commune rurale de l'arrondissement de Grenoble, des élections municipales ont eu lieu dans cette commune le 25 septembre dernier. Elles ont abouti à l'élection d'une liste républicaine anti-opportuniste, dans laquelle le Parti est représenté par quatre de ses membres.

Or, dans l'ancien conseil municipal, nous ne comptons qu'un seul socialiste, le citoyen F. Pelon.

Notre représentation s'est donc accrue, et il y a tout lieu d'espérer qu'un renouvellement général, c'est la liste du Parti toute entière qui prendra possession de la municipalité de Noyarey.

Lunel

Une excellente réunion organisée par le groupe du Parti Ouvrier a eu lieu samedi dernier à Lunel, salle des conférences, avec le concours des citoyens J.-B. Bénézech, député de la circonscription, Pastre, député du Gard, A. Zévaès, député de l'Isère et Phalippon (du Parti Ouvrier de Montpellier).

Le bureau de la réunion était composé de nos amis Bataille, conseiller municipal de Lunel, président, Martin, maire de Saint-Hippolyte-du-Fort et Blanc, assesseurs.

Successivement, les quatre orateurs du Parti ont développé le programme et la tactique du Parti Ouvrier sans être interrompus autrement que par des applaudissements. Le dévoué député de la première circonscription de Montpellier a été particulièrement acclamé par ses électeurs venus en foule à la conférence.

L'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité :

« Les électeurs de Lunel, assemblés en réunion publique, le 1^{er} octobre 1898, après avoir entendu les citoyens Bénézech, A. Zévaès, Pastre et Phalippon, développer le programme du Parti Ouvrier français, acclament ce programme; flétrissent les manœuvres réactionnaires des antisémites, nationalistes et césariens, et lèvent la séance au cri de : « Vive la République sociale ! »

A l'issue de la réunion publique, les élus et les militants du Parti se sont retrouvés au siège social du groupe du Parti.

Marseille

Une nouvelle victoire à ajouter aux brillantes victoires cantonales remportées les 31 juillet et 7 août par les socialistes marseillais.

Le citoyen J.-B. Michel vient d'être élu conseiller d'arrondissement, le 25 septembre, à l'élection complémentaire du 8^e canton de Marseille.

Privas

La conférence faite dans le chef-lieu de l'Ardeche par nos amis Bénézech et A. Zévaès, lors de la grève-des moulinsages, vient de porter ses fruits.

Un groupe vient de se constituer, sous le nom de Comité républicain socialiste, et adhère au Parti Ouvrier français.

Nos meilleurs encouragements aux socialistes de Privas, qui viennent renforcer les bataillons du Parti déjà organisés dans ce département, à Annonay.

Graulhet

Les élections municipales complémentaires qui ont eu lieu le 11 septembre à Graulhet, ont été un éclatant succès pour le Parti Ouvrier.

La liste, exclusivement socialiste, présentée par nos amis, a été toute entière élue, dès le premier tour de scrutin.

Le conseil municipal de Graulhet est maintenant entièrement socialiste.

A L'ÉTRANGER

Allemagne

Le discours de l'empereur, rempli de menaces pour les fauteurs de grèves, va recevoir, ainsi que l'annonce Bebel dans la *Neue Zeit*, la réponse qu'il mérite au Congrès de Stuttgart; le Parti démocratique socialiste est trop fort aujourd'hui pour ne pas rendre coup pour coup à l'instrument des grands industriels allemands. L'empereur, qui jadis posa pour l'ami des ouvriers, ferait bien, comme le lui recommande le *Vorwaerts*, de compulsurer l'histoire des Trades-Unions anglaises; elle lui montrerait à quoi mènent toutes ces menaces contre le droit de coalition. D'ailleurs, dans son beau zèle pour les industriels à la Stumm, il oublie de noter les accidents comme ceux qui viennent d'avoir lieu dernièrement en Westphalie, où vingt mineurs sont tombés au fond de la fosse, parce que la corde qui tenait la corbeille où ils se trouvaient a cassé. Les ouvriers réclament depuis longtemps des inspecteurs de leur classe qui ne laisseraient pas se produire de tels accidents, dus à la négligence et au manque de contrôle des agents officiels.

Le Congrès de Stuttgart est le second tenu par le Parti socialiste allemand, alors dénommé la fraction Eisenachienne, en cette ville, il y a vingt-huit ans. C'était alors le temps où les Lassalliens, avec de Schweitzer et la comtesse de Hatzfeld, se combattaient entre eux et ne s'unissaient que pour combattre ceux qu'on appelait les Marxistes. Que de progrès faits et comme les vieux militants, comme Liebknecht et Bebel, doivent mesurer le chemin parcouru, en se retrouvant dans ce lieu, herceau du socialisme allemand, qui envoie aujourd'hui un représentant du Parti au Reichstag. Dans les questions qui vont être traitées à ce Congrès, il nous faut noter en première ligne : le droit de coalition, dont nous avons parlé plus haut, puis l'attitude du Parti vis-à-vis de la politique commerciale de l'empire, car il va falloir prendre position contre le parti agraire et protectionniste; enfin on assistera au défilé du linge sale, à la lessive auquel procède le Parti socialiste allemand tous les ans, à la grande joie des journaux ennemis qui trouvent dans ces débats de la bonne copie; la seule excuse, ou plutôt la seule explication en est la loi allemande, qui ne tolérerait pas des débats secrets, mais on peut faire sa lessive sans éclabousser par trop les membres les plus illustres du Parti.

Angleterre

La déconvenue des chauvins anglais au sujet de Fashoda et de la politique du gouvernement britannique en Chine, semblent, pour ceux qui observent la vie anglaise de près, n'avoir pas grande portée, car le public passe, indifférent aux excitations des journaux impérialistes, tout au plus se sent-il isolé dans le monde, un peu plus que par le passé. La classe ouvrière, par ses trades unions, continue à s'organiser lentement. Un fait remarquable, c'est que les leaders de ces syndicats commencent à comprendre qu'un arrangement à peu près tolérable est meilleur qu'une bonne grève : on vient de le voir pour les mineurs du Sud du pays de Galles, qui, malgré l'appui de la presse radicale et de l'opinion publique, ont été obligés de céder et de mettre les pouces. La grande fédération des mineurs, qui se souvient encore des six terribles mois de lutte en 1893, vient d'accepter les propositions de l'Association des propriétaires de Mines. On se souvient encore que la grève fut terminée grâce à l'intervention de Lord Roseberry, et que le résultat net fut la création d'un Comité de conciliation avec un président n'appartenant ni à l'un ni à l'autre parti. Mais l'année suivante, les patrons trouvèrent l'arrangement trop onéreux et, dans une conférence, les ouvriers furent obligés d'accepter une réduction de 10 0/0 sur leurs salaires, avec plus ou moins d'enthousiasme. Quatre ans après, une autre conférence se réunit (le 6 juillet 98), et tout dernièrement encore, avec le résultat suivant : les patrons proposent une augmentation de 2 1/2 0/0; et que pour les deux années qui vont venir (c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1901), le taux des salaires ne tombera jamais au-dessous de celle de 1888, et qu'il ne s'élèvera jamais au delà de 45 0/0 au-dessus d'elle. Les leaders de l'Union ont accepté, mais l'on sait par ces concessions réciproques comme les deux partis ont peur de recommencer la lutte, et l'on arrivera bientôt en Angleterre à ce résultat, que seules, les unions sans importance se mettront désormais en grève, les autres ont trop à risquer. Ainsi nous voyons l'Union des conducteurs d'omnibus, déjà battus à plusieurs reprises et qui recommence pourtant; elle n'a rien à perdre.

Tandis que les petites unions continuent la lutte économique, les grandes unions réservent leur argent et leurs munitions pour les prochaines élections générales; notamment l'Union des employés de chemin de fer, qui va présenter son secrétaire; c'est la tactique indiquée par Burns, et c'est la bonne.

La grève des mineurs du pays de Galles, qui durait depuis des mois, a abouti à la transaction suivante, ratifiée à une grande majorité par les grévistes réunis sous la présidence du membre ouvrier de la Chambre des communes, Pickard :

1^o Le salaire actuel des mineurs sera augmenté de 2 1/2 p. 0/0 depuis le 1^{er} octobre 1898 jusqu'au premier janvier 1899;

2^o Pendant deux ans, à dater de cette époque, le taux des salaires ne pourra être inférieur de 3 p. 0/0 et supérieur de 3 1/2 p. 0/0 à l'échelle des salaires fixés en 1888;

3^o A dater du 1^{er} janvier 1899 jusqu'au 1^{er} janvier 1901, le taux des salaires sera fixé par un comité de conciliation sur les bases ci-dessus.

Danemark

L'élection législative qui avait lieu le 28 septembre, dans la 5^e circonscription de Copenhague, a été une éclatante victoire pour la démocratie socialiste. Son candidat, Borbjerg, passe avec 1,794 voix contre 879 au lieutenant-colonel réactionnaire Rambusch.

SOCIALISME ET LIBERTÉ

par RIENZI (H. van Kol); un volume in-18, V. Giard et E. Brière, éditeurs, Paris, 1898. — Prix : 3 francs.

Le socialisme est en progrès dans tous les pays du monde civilisé. C'est un fait que les adversaires les plus décidés de cette doctrine ne contestent même plus. Pour les adeptes, son triomphe prochain ne fait pas de doute.

L'auteur du présent livre — M. Henri van Kol, député au Parlement néerlandais — est de ces derniers.

Au lendemain de la victoire, que ferons-nous? s'est-il demandé. Que nous réserve l'avenir?

Et il examine, ou plutôt il étudie le problème non en idéologue qui veut créer de toutes pièces une nouvelle *Cité du Soleil*, une société idéale quelconque, mais en homme pratique et positif qui observe les événements et qui sait en tirer les conséquences logiques. Il ne pense pas que la société de demain sera parfaite, il démontre seulement qu'elle sera meilleure que la nôtre, qu'elle sera une nouvelle étape de l'humanité en marche vers son idéal.

Il part du principe : Tout évolue. Que sera l'humanité dans la prochaine évolution sociale? Le socialisme sera-t-il fatal à la liberté? Nous conduira-t-il à l'écrasement de l'individu, à l'esclavage universel, ainsi que le prétendent les anarchistes et les libéraux?

L'auteur examine ce que fut la liberté indivi-

duelle dans le passé, ce qu'elle est actuellement, la suit pas à pas dans son évolution. Sa conclusion c'est que cette liberté est subordonnée à l'accession de tous aux moyens de subsistance et que, par conséquent, seul le socialisme pourra la réaliser.

Dans le chapitre III, il décrit l'histoire de la liberté, la marche de la société vers une liberté toujours plus générale et plus grande à mesure que se développent les moyens de production et de consommation surtout, car il n'y a que celui-ci qui possède les moyens de vivre qui peut être réellement libre.

Dans un autre chapitre, il nous montre le rôle de l'Etat, naissant avec les conflits d'intérêt et qui est appelé à disparaître lorsque ces conflits eux-mêmes auront disparu.

Le socialisme favorisera, autant que l'évolution actuelle de la société le permet, et la liberté et l'égalité. Il nous rapprochera de l'idéal de l'avenir qui, sous une meilleure organisation politique et sociale, ne connaîtra plus que des êtres libres et égaux.

En vente à la Bibliothèque du Parti, 5, rue Rodier, Paris. — Prix, 2 fr. 25; Port en sus, 0 fr. 35 c.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Ce journal est composé par des typographes syndiqués.

Paris — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.

Propagande Républicaine-Socialiste

A. LECOURTOIS

libraire, rue Daubenton, 42

Livraison immédiate à domicile, à raison de 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au Socialisme, à l'Histoire, aux Sciences naturelles et à la Littérature en général.

Se charge également de la reliure des livres dans les mêmes conditions.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquant qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

Vient de Paraître

Le Socialisme au Jour le Jour

PAR

JULES GUESDE

Propriété et Profits capitalistes

Autour d'une Grève

Leurs Remèdes

Solution

Varia

Un fort Volume de 500 Pages

Pour les Groupes et les Membres du Parti 2 FR. 50 au lieu de 3 fr. 50 (port en sus, 50 cent.)

S'adresser aux Bureaux du SOCIALISTE, 5, rue Rodier, Paris.

Guerison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par

L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON

« LA FÉRONINE »

DÉPOT : 88, rue Poissonnière et toutes pharmacies.
Écrire au Laboratoire à Suresnes, 32, route stratégique (Seine)

Toujours satisfait de l'action prompte et inoffensive de l'Anti-Goutteux-Féron.

Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'Anti-Goutteux-Féron.

D^r BERTRAND *
Médecin en chef de l'Hôpital St-Louis — Châlons.

D^r GILBIN
45, Rue d'Odessa — Paris.

L'Anti-Goutteux-Féron est un remède précieux, surtout chez les chroniques.

J'apprécie beaucoup l'Anti-Goutteux-Féron.

D^r BASSET
Maire de St-Ouen, Conseiller Général

D^r RENÉ SIMON
28, Rue des Halles — Paris.

PASTILLES VOCALES PARISOT

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLE, pharmacien à Levallois